CONSEIL COMMUNAL
YVORNE

Procès-verbal de la séance du Conseil communal d'Yvorne du 9 octobre 2025 à 20 heures

Présents :	Aeppli Serge, Ansermoz Jean-Luc, Barbay Alain, Berset Zofia, Bonzon Laurence, Cathélaz Isabelle, Cibien Béatrice, Cibien Silvio, Conus Marc-André, Dervey Nicolas, Gugelmann Quentin, Kohli Charles-Henri, Major Geneviève, Maret Jean-Daniel, Maret Kelvin, Pellet Francine, Perret Alexandra, Perrier Danièla, Pilet Fabrice, Roux Sébastien, Sacher Hans Peter, Salkic Irfan, Seret Julien, Stalder Guy, Stevanato Tania, Tabord Diego, Verdon Stéphane, Wagner Susanna, Zahn Jean
Excusés :	Bernasconi Yschelle, Coquoz Pierre Antoine, Cretton Lionel, Merli Raphaël, Suardet Martin

M. le Président Diego Tabord ouvre la 22ème séance de la législature 2021-2026. Il salue les Conseillères et Conseillers, le public ainsi que la Municipalité in corpore.

Sont également présentes : Mme Rimma Delacrétaz, huissière et Mme Séverine Tissot, secrétaire du Conseil.

1. Appel

Il ressort de cet appel que 29 Conseillères et Conseillers sont présents, 5 se sont excusés.
L'assemblée peut valablement délibérer.

2. Lecture de l'ordre du jour

M. le Président Diego Tabord lit l'ordre du jour.

L'ordre du jour **est accepté à l'unanimité des membres présents.**

3. Adoption du procès-verbal du 11 septembre 2025

Monsieur le Syndic Edouard Chollet souhaite apporter une correction en page 7, la mesure hivernale sera applicable durant un laps de temps défini, soit du 1er décembre au 30 avril (et non 31 mars).

Au vote, **le procès-verbal du 11 septembre 2025 est accepté à la majorité des membres présents** (25 oui - 3 abstentions).

4. Communications du bureau

Rappel – récusation (art. 53 règlement du CC)
En cas de conflit d'intérêts, les personnes doivent se signaler avant le vote.
De ce fait, elles doivent s'abstenir de prendre part à la discussion et de voter.

Annulation séance du 13 novembre du Conseil communal
Tel qu'annoncé par courriel, la séance est annulée.
Dans le cadre des visites des Conseils communaux du District, M. le Préfet Nicolas Croci Torti participera à la séance du Conseil communal le 29 janvier prochain.

Assemblée de commune – 18 novembre 2025
Le tout-ménage annonçant l'assemblée a été envoyé.
La convocation du corps électoral sera effectuée début novembre.
Le bureau invite toutes les personnes convoquées à venir afin d'exprimer leur avis.

Dates des prochains Conseils

- 11 décembre 2025
- 29 janvier 2026
- 19 mars 2026
- 30 avril 2026
- 18 juin 2026

Ces dates sont consultables sur le site internet de notre Commune.

5. Préavis 06-2025 Demande de crédit pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey - Rapports de la Commission des finances et de la Commission ad hoc

En lien avec l'intervention de M. le Conseiller Raphaël Merli lors du dernier Conseil, M. le Municipal Eric Minod, souhaite apporter un complément d'informations :
Dans le cadre de ce projet, la Commune s'est adjoint les services d'un agent de communication afin de communiquer efficacement aux propriétaires et habitants.
Un flyer est prêt, ce document comportera tous les renseignements nécessaires (entreprises concernées, déviations, durée des travaux, etc…)
Selon le vote du Conseil communal de ce soir, il partira chez le graphiste demain.
Après l'envoi du flyer, M. Minod organisera un passage avec l'ingénieur pour rencontrer les propriétaires.

Au nom de la Commission ad hoc, Mme la Conseillère Zofia Berset fait lecture du rapport :

La commission chargée d'étudier le préavis n° 06-2025 concernant la demande de crédit pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers-Morey est composée de Mme Zofia Berset et de Messieurs Kelvin Maret, Raphaël Merli, Sébastien Roux et Julien Seret.
La commission s'est réunie le 20 août 2025 sans Mr Raphaël Merli, excusé, en présence de Mr Eric Minod, municipal.
La commission a pu, à cette occasion, obtenir toutes les informations nécessaires pour la rédaction de ce rapport. La commission remercie Monsieur Minod pour sa disponibilité.
Le préavis susmentionné a pour but de permettre au Conseil Communal de se prononcer sur la demande de crédit pour effectuer les travaux de mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers-Morey. Ces travaux sont nécessaires pour la mise en conformité du réseau communal, ceci en accord avec le Plan Général d'évacuation des Eaux communal (PGEE).
Chaque article est passé en revue et est expliqué en détail.
Nous avons relevé la bonne communication entre la commune et les propriétaires.
Nous avons été également informés sur les possibles surprises et inconnus qui pourraient survenir lors de l'ouverture de la route, vu que certains raccordements ne sont pas répertoriés dans les plans communaux.
Lors de la modification du déversoir d'orage qui se trouve à l'entrée du hameau de Vers-Morey, le passage de poids lourds ne sera pas possible durant 2 semaines.
Tous les propriétaires ont été avertis des travaux et des attentes pour la mise en conformité de chaque maison avec le raccordement des eaux claires qui doit se faire, au plus tard, durant les travaux, avec l'entreprise déjà sur place où une entreprise externe à choix.
Comme il a été écrit dans le préavis, la municipalité est en attente des services du canton pour l'approbation de ce dossier. Monsieur Minod nous a informé que le canton a émis un retour positif quant à l'approbation de ce projet.
En conclusion, la commission à l'unanimité de ses membres vous propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers d'accepter les conclusions du préavis municipal, à savoir :

1. *D'approuver le projet de mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de vers-Morey en application de la loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) et des engagements pris envers l'AERA pour la réduction des eaux claires des communes membres,*

2. *D'accorder à la Municipalité un crédit de CHF 1'555'000.- pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey,*
3. *D'autoriser la Municipalité à emprunter CHF 1'555'000.- au maximum, auprès de tout établissement bancaire, assurance, collectivité publique ou d'entreprises établi en suisse et présentant de solides garanties financières.*

Au nom de la Commission des finances, M. le Conseiller Stéphane Verdon fait lecture du rapport

La commission des finances s'est réunie le 14 août, le 18 septembre et le 2 octobre 2025. D'entente avec la Municipalité, nous avons transmis nos questions par écrit à M. le syndic Edouard Chollet et à M. le municipal Eric Minod. Nous avons reçu les réponses écrites à nos différentes questions le 30 septembre. Nous avons ainsi pu obtenir tous les renseignements complémentaires nécessaires et tenons à les remercier de leurs disponibilités.

Le préavis susmentionné a pour objet d'octroyer à la Municipalité un crédit de 1'555'000.- pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey. Les travaux comprennent également la réfection de l'enrobé bitumineux de la route de Corbeyrier (DP 178) et du chemin de Vers Morey, le remplacement d'une conduite d'eau potable parallèlement aux nouvelles canalisations, ainsi que l'installation d'un conteneur semi-enterré pour la collecte des ordures ménagères (type Molok).

Le montant total des travaux sera réparti sur plusieurs comptes affectés, à savoir 1'220'000.- sur les égouts et l'épuration, 220'000.- sur la distribution de l'eau, finalement 115'000.- sur les ordures ménagères et autres déchets ménagers.

Des subventions sont attendues de l'Office de la consommation (OFCO) pour environ 30'000.- et de la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) pour la réfection d'une route cantonale en traversée de localité pour environ 120'000.- à 150'000.-.

L'évolution par rapport au devis estimatif des travaux, annoncé en 2024 lors du crédit d'étude à environ 700'000.-, est expliquée en particulier par un chiffrage initial basé sur des prix unitaires, alors que le montant total des travaux sollicité aujourd'hui a été déterminé par des soumissions détaillées. De plus, les éléments suivants ont été ajoutés depuis dans le projet : remplacement de la conduite d'eau potable, équipements de raccordement, réfection de la route cantonale, installation d'un Molok, etc.

Le montant des travaux de génie civil de 919'000.- est composé principalement des canalisations et regards (env. 305'000.-), de la couche de fondation, de la chaussée et du revêtement de la route (env. 185'000.-), des installations de chantier et démolitions (env. 105'000.-), des régies (env. 70'000.-), des réseaux enterrés (env. 60'000.-), ainsi que des fouilles et du terrassement (env. 30'000.-). Les honoraires d'ingénieurs et de spécialistes représentent environ 215'000.-.

Tous les équipements (conduites et raccordements) sous le gabarit routier jusqu'en limite de propriété avec les privés sont intégrés aux coûts des travaux. Compte tenu de la configuration des lieux (rue étroites, raccordements concentrés), la quasi-totalité des branchements constitue du raccordement et sera prise en charge par le projet. Les rares branchements privés isolés restants n'ont pas été inclus dans le montant des travaux et seront à charge des propriétaires privés concernés.

Le financement des travaux (charges annuelles d'amortissement et d'intérêts d'environ 80'000.-) devrait être réparti à raison de 78 % sur la taxe eaux usées, 13.5 % sur la taxe eaux claires et 8.5 % sur la taxe déchets. Une partie du montant devrait aussi être ventilé dans le service des routes.

Le montant de ce préavis n'entraînera que peu de conséquence (travaux routiers) sur le budget de fonctionnement de la commune, mais les amortissements vont augmenter les prélèvements par avance sur les comptes affectés. Ces travaux de mise en séparatif contribueront néanmoins à diminuer les futures charges communales de traitement des eaux par l'AERA.

Les taxes ne permettant déjà pas actuellement de couvrir les charges annuelles, une révision du règlement sur l'évacuation et l'épuration devient urgente.

En conclusion, la commission des finances, à l'unanimité de ses membres, vous propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, d'accepter les conclusions du préavis no. 06-2025, à savoir :

1. *d'approuver le projet de mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey, en application de la loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) et des engagements pris envers l'AERA pour la réduction des eaux claires des communes membres,*
2. *d'accorder à la Municipalité un crédit de CHF 1'555'000.-- pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey,*
3. *d'autoriser la Municipalité à emprunter CHF 1'555'000.-- au maximum, auprès de tout établissement bancaire, assurance, collectivité publique ou d'entreprises établi en Suisse et présentant de solides garanties financières.*

M. le Président **ouvre la discussion sur le préavis ainsi que sur les rapports.**

Mme la Conseillère Francine Pellet se demande ce qu'il est envisagé pour des propriétaires qui devraient s'acquitter de montants importants pour réaliser leurs travaux, par exemple entre CHF 100'000.-- et CHF 200'000.--, et qui n'en auraient pas les moyens.

M. le Municipal Eric Minod répond qu'aucune personne ne se trouvera dans pareilles situations avec de tels montants.
Pour précision, des assurances peuvent prendre en charge le changement des vieilles conduites.

M. le Conseiller Guy Stalder questionne le nombre de propriétaires qui sont concernés par la mise en séparatif.

M. le Municipal Eric Minod explique qu'il n'y a aucun séparatif actuellement. Il n'est pas en mesure d'articuler un chiffre. Cependant, il mentionne que la majorité des maisons se situent à raz de la route. De ce fait, le raccordement occasionnera peu de frais.

En l'absence d'autres questions ou remarques, M. le Président Diego Tabord **clôt la discussion**.

M. le Président Diego Tabord lit les conclusions telles que présentées dans le préavis 06-2025 :

LE CONSEIL COMMUNAL D'YVORNE	
Vu	le préavis municipal n° 06-2025 concernant la demande de crédit pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey,
Ouï	le rapport des commissions chargées de rapporter sur cet objet,
Considérant	que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,
	d é c i d e
1)	d'approuver le projet de mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey, en application de la loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) et des engagements pris envers l'AERA pour la réduction des eaux claires des communes membres,
2)	d'accorder à la Municipalité un crédit de CHF 1'555'000.-- pour la mise en séparatif du réseau d'évacuation des eaux de Vers Morey,
3)	d'autoriser la Municipalité à emprunter CHF 1'555'000.-- au maximum, auprès de tout établissement bancaire, assurance, collectivité publique ou d'entreprises établi en Suisse et présentant de solides garanties financières.

Au vote, **les conclusions de ce préavis sont acceptées à la majorité des membres présents (27 oui – 1 abstention)**.

6. Préavis 08-2025 Arrêté d'imposition pour l'année 2026 – Rapport de la Commission des finances

Au nom de la Commission des finances, Mme la Conseillère Tania Stevanato fait lecture du rapport

La commission des finances s'est réunie les 29 septembre et 2 octobre 2025. Monsieur Le Syndic, Edouard Chollet, a été invité et celui-ci a pu nous transmettre tous les renseignements complémentaires nécessaires. Nous tenons à le remercier de sa disponibilité.
Le préavis 08-2025 propose que le taux d'imposition reste inchangé à 71.5% de l'impôt cantonal de base pour l'année à venir avec la possibilité de changer d'avis dans une année.
Les éléments qui permettent de soutenir cette option sont :

- *des comptes légèrement bénéficiaires depuis 9 ans ;*
- *un degré d'autofinancement estimé comme bon ;*
- *un point d'impôt qui ne rapporterait actuellement que quelques 37'000.- ;*

- *la possibilité de recourir à des emprunts pour de nouveaux investissements ;*
- *des taxes qui devront être ajustées à la hausse pour les comptes affectés (eaux usées, déchets) ;*
- *un taux d'imposition au-dessus de la moyenne cantonale et dans la moyenne régionale ;*
- *un contexte économique et inflationnel peu propice et qui risque de perdurer ;*
- *une diminution des charges dues à la location de nos vignes.*

Il y a néanmoins des éléments qui doivent nous maintenir en état de vigilance pour les années à venir. Ils peuvent se résumer ainsi :

- *les effets de charges en cas de reports de projets et d'investissements à moyen terme ;*
- *une certaine incertitude face aux différentes rentrées d'impôts malgré un nombre de citoyens stable ;*
- *un budget cantonal peu favorable aux communes même si rien n'est encore décidé par le Grand Conseil ;*
- *une nouvelle péréquation qui va être moins favorable pour notre commune ;*
- *pas ou peu de grosses dépenses pour la fin de cette législature.*

Au vu de ce qui précède, la Commission des finances soutient la proposition de statu quo pour la prochaine année.

En conclusion, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, la commission des finances vous propose, à l'unanimité de ses membres, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL D'YVORNE

- *Vu le préavis municipal no 08-2025 concernant l'arrêté d'imposition pour 2026,*
- *Ouï le rapport la commission des finances chargée de rapporter sur cet objet,*
- *Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,*

décide

1) *d'approuver l'arrêté d'imposition pour l'année 2026 selon le projet annexé au présent préavis,*
2) *de charger la Municipalité de transmettre cet arrêté au Conseil d'Etat pour approbation en vue de son entrée en vigueur le 1er janvier 2026.*

M. le Président **ouvre la discussion** et, en l'absence des questions ou remarques, **clôt la discussion**.

M. le Président Diego Tabord lit les conclusions telles que présentées dans le préavis 08-2025 :

LE CONSEIL COMMUNAL D'YVORNE	
Vu	le préavis municipal n° 08-2025 concernant l'arrêté d'imposition pour l'année 2026,
Ouï	le rapport de la commission des finances chargée de rapporter sur cet objet,
Considérant	que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,
d é c i d e	
1)	d'approuver l'arrêté d'imposition pour l'année 2026 selon le projet annexé au présent préavis,
2)	de charger la Municipalité de transmettre cet arrêté au Conseil d'Etat pour approbation en vue de son entrée en vigueur le 1er janvier 2026.

Au vote, **les conclusions de ce préavis sont acceptées à l'unanimité des membres présents**.

7. Communications de la Municipalité

M. le Municipal Eric Minod prend la parole :

- **Engagement de M. Rui Miguel Almeida Duarte**
  Suite au départ en retraite de M. Claude-François Delacrétaz, M. Duarte a été engagé au 1er octobre dernier.

8. Divers et propositions individuelles

Préavis 05-2024 – Crédit d'étude pour le réaménagement du carrefour du pieds des Rennauds
M. le Conseiller Stéphane Verdon souhaiterait savoir ce qu'il en est de l'avancement du projet. Le préavis y relatif avait été adopté durant l'été 2024.

M. le Municipal Maxime Isoz explique qu'il a eu un contact avec les architectes il y a 3 semaines. Nous sommes toujours dans l'attente du retour du canton.
Il précise également qu'il y a eu un souci dans l'envoi du projet au canton.
Il a recontacté les instances cantonales il y a 2 semaines afin de connaître l'avancement du dossier.
Nous devrions connaître leur décision sous peu et, si cette dernière est positive, un préavis sera déposé aussi vite que possible.

GastroVert
Mme la Conseillère Alexandra Perret questionne l'avancement du projet.

M. le Municipal Eric Minod avise que la Commune est toujours dans l'attente des cartes.

Transports publics - TPC
M. le Conseiller Quentin Gugelmann relaie quelques échos de citoyens mécontents concernant des bus qui ne sont pas là ou arrivent en retard.
Il précise que cela survient de façon assez récurrente. Ce manque de fiabilité pousse les usagers à trouver d'autres moyens de transports.
Dès lors, il serait intéressant de savoir si les communes avoisinantes sont aussi concernées par ces situations et si ces doléances sont transmises lors de séances avec les Transports Publics du Chablais.

M. le Municipal Jean-Luc Berdoz signale qu'une course a été annulée suite à l'élection de M. Montangero à la présidence du Grand Conseil.
Cet événement n'a pas été très bien géré, notamment en termes de communication.
Des remarques reviennent souvent à propos de retards et cela n'est pas très étonnant étant donné la circulation sur la Commune d'Aigle. Il y a des nombreux travaux qui impliquent des retards (les bus ne pouvant pas doubler et ne disposant pas d'une voie de circulation qui leur est propre).
A sa connaissance, ce sont les deux sources principales d'insatisfaction.
Pour information, les retards survenaient souvent à midi et lorsque les enfants rentraient pour manger, ils ne disposaient pas de suffisamment de temps.
La Commune participe à hauteur de CHF 3.-- / menu pour les écoliers qui n'ont pas assez de temps. Les enfants peuvent aussi prendre un pique-nique et réchauffer leur plat au micro-onde.

Appartements situés dans le Collège d'Yvorne
M. le Conseiller Guy Stalder revient sur le crédit d'étude adopté lors du dernier Conseil.
Force est de constater que les travaux ne vont pas se réaliser rapidement.
Il estime qu'il aurait été judicieux de louer ces appartements dans l'attente des travaux.
Ces locations auraient pu permettre un revenu financier.

M. le Municipal Maxime Isoz affirme que ces appartements se trouvaient sur le marché de la location mais n'ont jamais trouvé preneur, cela malgré un loyer attractif.
C'est pour cela que la décision a été prise de les transformer en salle de classe.
Ils ont également été proposés, pour accueillir des familles dans l'urgence dans le cadre de la guerre en Ukraine. Il a été répondu à l'administration qu'il n'y avait aucun besoin.
De plus, il serait très compliqué de les relouer en l'état sans faire de frais (notamment en matière d'isolation).

Service des eaux – Démission de M. Morezzi
M. le Conseiller Guy Stalder a entendu dire que le Responsable du Service des eaux a donné sa démission.

M. le Municipal Eric Minod répond que c'est exact et qu'une annonce va paraître ces prochains jours afin de repourvoir le poste.

M. le Syndic Edouard Chollet tient à préciser que, dans sa lettre de démission, il ne formule aucune critique à l'égard de son travail et il écrit qu'il a trouvé un autre emploi.

Chantier – Boulevard 3
M. le Conseiller Jean Zahn se demande ce qu'il advient de ce chantier qui semble être à l'arrêt.

Mme la Municipale Claire Glauser explique que le propriétaire a changé 4 fois d'architecte.
Dernièrement, il y a encore eu un changement de propriétaire.
L'avancement du chantier est suivi de près.
Maintenant, il s'agit d'un vide sanitaire à l'intérieur du chantier (2 dalles sur 3 ont été coulées).
A minima tous les mois, la Commune a un contact avec l'architecte afin de faire avancer le dossier.

Facture d'eau
Mme la Conseillère Alexandra Perret souhaite savoir si des habitants ont eu des difficultés à s'acquitter de leur facture d'eau.

M. le Syndic Edouard Chollet n'a pas connaissance de problématiques particulières liées au règlement des factures.
Un certain nombre de propriétaires ont toutefois fait recalibrer leur compteur.
Un point de situation sera fait lors du prochain Conseil, en présence de la Boursière.

Changement au sein du personnel – procédure d'information
Mme la Conseillère Geneviève Major revient sur la démission de M. Morezzi et s'enquiert de la manière dont l'information est donnée au Conseil communal.

M. le Syndic Edouard Chollet explique qu'il n'y a aucune stratégie visant à cacher l'information.
Tous les départs et arrivées du personnel sont communiqués au Conseil communal.
Il mentionne que les communications de la Municipalité pour la présente séance n'ont pas pu être travaillées au préalable, car la Municipalité a été quelque peu prise de court.
Dans un autre registre, il annonce que la Commune recherche un horticulteur-paysagiste avec un CFC et que des entretiens sont prévus.

En l'absence d'autres divers et de propositions, M. le Président Diego Tabord **clôt la séance à 20h42.**

Le président :	La secrétaire :
Diego Tabord	Séverine Tissot